

Des "vieilles colonies" aux outre-mer : essai d'historiographie

Sylvain Mary et Edenz Maurice

Les auteurs

Edenz Maurice est le secrétaire scientifique de la Mission pour l'histoire préfectorale. Agrégé et docteur en histoire, il est également chercheur associé au Centre d'histoire de Sciences Po et au Centre de recherches sur les mondes américains (EHESS). Ses travaux portent sur l'histoire et la sociopolitique de l'État et de l'éducation dans le contexte impérial et post-colonial des outre-mer français.

Sylvain Mary est docteur en histoire (Sorbonne Université) et PRAG à Cergy-Paris Université (composante INSPÉ). Chercheur partenaire de l'UMR SIRICE (*Sorbonne Identités, Relations Internationales et Civilisations de l'Europe*), ses travaux portent sur l'action de l'État dans le contexte post-colonial des outre-mer français, au croisement de l'histoire politique et des relations internationales.

Résumé

Cet article dresse un bilan des évolutions historiographiques de l'étude des « vieilles colonies » transformées en départements d'outre-mer (Dom) en 1946. Il montre que pendant longtemps l'écriture de l'histoire de ces territoires n'a pas été l'apanage des historiens. Une première génération d'historiens professionnels a néanmoins commencé à poser, à partir des années 1960, les fondements d'une historiographie, parallèlement à l'installation sur place des premières structures universitaires dans le domaine des sciences humaines. Depuis lors, l'histoire de ces territoires ne cesse de s'enrichir. Les thèses les plus récentes proposent des recherches qui décloisonnent l'objet au moyen d'une histoire globale et connectée faisant la part belle aux approches transversales et comparatistes. Le champ des investigations demeure très ouvert et les sources largement accessibles et inédites.

Mots clés : outre-mer français ; historiographie ; esclavage ; départementalisation ; histoire coloniale et post-coloniale.

Abstract

"From the 'Old Colonies' to the Overseas Territories: An Historiographical Essay"

This article surveys historiographical developments in the study of the "old colonies" that were transformed into overseas departments (Dom) in 1946. For a long time, writing the history of these territories was not the preserve of historians. Starting in the 1960s, a first generation of professional historians nevertheless began to lay the foundations of a historiography in tandem with the establishment in these places of the first academic structures in the human sciences. Since then, the history of these territories has been steadily enriched. The most recent doctoral dissertations present research that decompartmentalizes the object by way of a global and connected history, with a strong emphasis on transversal and comparative approaches. This field of research very much remains open, its sources widely accessible and hitherto unexplored.

Key words : French Overseas ; Historiography ; Slavery ; Departmentalization ; Colonial and Post-Colonial History.



Sylvain Mary et Edenz Maurice, « Des "vieilles colonies" aux outre-mer : essai d'historiographie », *Histoire@Politique*, n° 40, janvier-avril 2020 [en ligne : www.histoire-politique.fr]

Pour citer cet article : Sylvain Mary et Edenz Maurice, « Des "vieilles colonies" aux outre-mer : essai d'historiographie », *Histoire@Politique*, n° 40, janvier-avril 2020 [en ligne : www.histoire-politique.fr]

En mars 2016, la commémoration du soixante-dixième anniversaire de la départementalisation des quatre « vieilles colonies » du premier empire colonial (Guadeloupe, Guyane, Martinique et La Réunion) n'a pas rencontré dans l'hexagone un grand écho populaire. Les médias métropolitains ne semblent s'intéresser à ces territoires que lorsque surgit un nouvel épisode de violence marqué par des phénomènes d'émeutes ou par de puissants mouvements de grève, et lorsqu'une catastrophe naturelle rappelle les multiples risques auxquels ils sont périodiquement confrontés. Il faut dire que leur histoire au sein de l'ensemble national, bien que pluriséculaire, demeure mal connue et peu enseignée¹.

Au premier rang des facteurs d'explication se place la forme inédite que prend leur sortie du régime colonial au lendemain de la Seconde Guerre mondiale. Celle-ci a dérouté nombre d'historiens et, sans doute, nui à leur inscription dans des champs d'études bien identifiés. Dans l'inconscient collectif, les départements d'outre-mer (Dom) renvoient encore au statut peu reluisant de « confettis de l'empire ». Forcée en 1976 par Jean-Claude Guillebaud, alors jeune sous-chef du service de politique étrangère du *Monde*, l'expression entend pourtant dénoncer « l'anachronisme » et « les ambiguïtés de la "condition ultra-marine"² ». Plus de trente ans plus tard, Christian Delacroix et Michelle Zancarini-Fournel font le constat d'un mutisme de l'historiographie française sur ces questions³. Cet essai historiographique de l'étude de ces territoires constitue donc un défi⁴. Il ne saurait prétendre à l'exhaustivité.

Vue de l'hexagone, l'histoire ultramarine ne semble s'inscrire que dans le champ de l'histoire coloniale. Mais, jusqu'aux années 1990, celle-ci montre peu d'intérêt pour les trajectoires post-esclavagistes et post-coloniales des « vieilles colonies⁵ ». Il faut se tourner vers les autres sciences sociales pour trouver des premiers travaux. Ce vide historiographique a contribué à laisser la voie libre, dans les années 1960, à des « historiens militants » locaux influencés par le nationalisme et bénéficiant sur place d'une large audience. Tirant parti de la structuration d'universités « domiennes » et d'échanges multiples au sein de l'espace « atlantique » ou « indianocéanique⁶ », une première génération d'historiens professionnels s'attache néanmoins à poser les fondements d'une historiographie ultramarine. Depuis lors, la recherche historique

¹ Ces territoires n'occupent, par exemple, qu'une place réduite dans la bibliographie du programme d'histoire contemporaine des concours de recrutement des enseignants du second degré qui interrogeait, entre 2012 et 2015, la notion de « société coloniale ». Pascale Barthélémy, Jean-François Klein et Pierre Vermeren (dir.), « Les sociétés coloniales (années 1850-années 1950) », *Historiens et Géographes*, n° 417-01-02, 2012, p. 133-175.

² Jean-Claude Guillebaud, *Les Confettis de l'empire*, Paris, Seuil, 1976, p. 17.

³ Michelle Zancarini-Fournel et Christian Delacroix, *La France du présent (1945-2005)*, Paris, Belin, 2010, p. 540.

⁴ Les rares articles historiographiques sur ces territoires n'abordent jamais la question dans son ensemble. Voir, Danielle Bégot, « Territoires du temps : deux "moments" de l'historiographie des Antilles françaises (Guadeloupe, Martinique), les années 1930 et la décennie 1970-1980 », *Outre-mers. Revue d'histoire*, tome 100, n° 378-379, 2013, p. 27-55 ; Yvan Combeau, « Histoire et historiens de l'océan Indien au XX^e siècle. », Communication au Séminaire international « Histoire, Historiographie, Politique », avril 2010, Tananarive, Madagascar. (hal-01243802 : <https://hal.univ-reunion.fr/hal-01243802> [lien consulté le 29/01/2020]).

⁵ Charles-Robert Ageron, *La Décolonisation française*, Paris, Amand Colin, 1991 [1960] ; Catherine Coquery-Vidrovitch et Charles-Robert Ageron, *Histoire de la France coloniale*, tome 3 : *Le déclin (1931 à nos jours)*, Paris, Armand Colin, 1991 ; Marc Michel, *Décolonisation et émergence du tiers monde*, Paris, Hachette, 1993.

⁶ « Océan Indien et Indiaocéanie » (dir. Yvan Combeau), *Outre-mers. Revue d'histoire*, tome 107, n° 402-403, juin 2019.

connaît une visibilité inédite. Le succès des récentes publications d'une histoire globale ou « populaire » de la France qui donne toute leur place aux outre-mer en témoigne⁷.

Une histoire en quête d'historiens ?

Les premiers travaux universitaires consacrés à l'histoire des « vieilles colonies » sont le fait de juristes. Cette orientation trouve ses origines dans le développement au premier tiers du XIX^e siècle d'un enseignement supérieur organisé à la Martinique et à La Réunion autour d'écoles de droit⁸. Par la suite, sous la Troisième République, « la plupart des thèses portant sur l'histoire coloniale de la France sont soutenues dans les facultés de droit⁹ », rappelle Pierre Singaravélu. Dans ce contexte, les études juridiques centrées sur les territoires ultramarins s'apparentent à des exégèses des textes en vigueur depuis les débuts de la colonisation¹⁰. Celles-ci s'attachent à souligner l'ancienneté des liens que les « vieilles colonies » ont tissé avec la France, à survaloriser leur degré d'assimilation sociopolitique au centre impérial et, partant, à justifier leur vocation irrémédiable à devenir des départements français. Cette histoire positiviste s'exprime aussi dans les récits produits, au service des sociétés savantes, par les notables locaux, les missionnaires et les fonctionnaires coloniaux qui partagent le souci de retracer les hauts faits de l'entreprise coloniale aux *isles*¹¹. On ne s'étonnera pas que cette abondante production hagiographique se révèle particulièrement muette sur la violence de la traite et de l'esclavage¹².

Si les années 1930 voient les deux premières thèses d'histoire sur la colonisation des Antilles¹³, le moment n'en demeure pas moins celui des géographes. Eugène Revert, qui achève sa carrière à la tête du service de l'Enseignement au ministère de la France d'outre-mer entre 1953 et 1957, en offre une belle illustration. Normalien et agrégé, il enseigne après la Grande Guerre pendant cinq ans au lycée de Fort-de-France puis, durant quatre autres années, dirige cet établissement et l'administration scolaire de la Martinique. Cette connaissance intime de cette colonie le conduit à publier en 1931 dans les *Annales de géographie* un article remarqué sur la meurtrière éruption volcanique de la montagne Pelée en 1902¹⁴ et, en 1945, à soutenir une thèse fidèle à la tradition vidalienne des monographies régionales¹⁵. Six ans plus tard, il puise dans la boîte à outils de l'anthropologie pour saisir le folklore martiniquais et la « magie

⁷ Michelle Zancarini-Fournel, *Les luttes et les rêves. Une histoire populaire de la France de 1685 à nos jours*, Paris, La Découverte, 2016 ; Patrick Boucheron (dir.), *Histoire mondiale de la France*, Paris, Seuil, 2017 ; Gérard Noiriel, *Une histoire populaire de la France. De la guerre de Cent Ans à nos jours*, Paris, Agone, 2018.

⁸ Jérémie Boutier, « Les débuts de l'enseignement du droit à l'Île Bourbon (1825-1837) », *Outre-Mers. Revue d'histoire*, tome 105, n° 394-395, 2017, p. 15-38.

⁹ Pierre Singaravélu, « Des historiens sans histoire ? La construction de l'historiographie coloniale en France sous la Troisième République », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 185-5, 2010, p. 35.

¹⁰ Émile Alcindor, *Les Antilles françaises, leur assimilation politique à la métropole*, thèse de droit public, Université de Paris, 1899 ; Justin Rovel, *Le régime politique et législatif des Antilles françaises*, thèse de droit public, Université de Nancy, 1902.

¹¹ Parmi cette bibliographie foisonnante, citons Serge Denis (dir.), *Trois siècles de vie française. Nos Antilles*, Paris, Maison du livre français, 1935.

¹² Myriam Cottias, « Le silence de la Nation. Les "vieilles colonies" comme lieu de définition des dogmes républicains (1848-1905) », *Outre-mers. Revue d'histoire*, tome 90, n° 338-339, 2003, p. 21-45.

¹³ Cabuzel Andréa Banbuck, *Histoire politique, économique et sociale de la Martinique sous l'Ancien Régime, 1635-1789*, Paris, Rivière, 1935 ; Maurice Satineau, *Histoire de la Guadeloupe sous l'Ancien Régime (1635-1789)*, Paris, Payot, 1938.

¹⁴ Eugène Revert, « La Montagne Pelée et ses dernières éruptions », *Annales de Géographie*, tome 40, n° 225, 1931, p. 275-291.

¹⁵ *Id.*, *La Martinique : étude géographique et humaine*, thèse de géographie, Université de Lyon, 1945.

antillaise¹⁶ ». Enfin, Eugène Revert contribue à former des disciples au sein de l'Institut de géographie coloniale de Bordeaux qu'il rejoint en 1947 et de la revue *Les Cahiers d'outre-mer* qu'il crée l'année suivante¹⁷. Depuis lors, cet intérêt de la géographie pour les outre-mer ne s'est jamais démenti.

À la faveur de missions effectuées en Guyane, entre 1947 et 1959, pour l'Institut géographique national et l'Office de la recherche scientifique outre-mer (ORSTOM)¹⁸, Jean Hurault initie à l'instar d'Eugène Revert une démarche anthropologique de la géographie pour acquérir progressivement le statut d'expert scientifique des Amérindiens et des Marrons de ce territoire le plus connu et reconnu. Nombre de ses ouvrages développent un substrat historique de première main qui fait toujours autorité¹⁹. Dans le sillage des recherches de Michel Leiris sur les Antilles dans les années 1950²⁰, qui amorcent la réflexion critique qu'engage l'anthropologie sur l'ambiguïté de ses liens avec les projets coloniaux²¹, se multiplient à compter des années 1960 les études d'anthropologie historique qui renouvellent l'appréhension des différentes composantes des sociétés ultramarines²².

Les années 1970 ouvrent la voie aux politistes. Marqués par le militantisme anticolonialiste, les premiers chercheurs concentrent leur attention sur les questions d'identité politique et de sentiment national. Dans ce sillage, une série de travaux, influencés par la théorie de la dépendance, pointent les relations asymétriques entre une métropole dominante et une périphérie dominée, apparentant la situation des Dom à celle des pays anciennement colonisés du Tiers Monde²³. Une seconde génération de politistes s'attache, dans les années 1980, à donner un caractère plus scientifique à leurs enquêtes. Fondées sur des approches microsociologiques, leurs recherches interrogent les recompositions de l'organisation des pouvoirs publics qu'implique la décentralisation et proposent des comparaisons avec les territoires voisins ayant accédé à l'indépendance²⁴.

¹⁶ *Id.*, *La magie antillaise*, Paris, éd. Belin, 1951.

¹⁷ Jean Defos du Rau, *L'île de la Réunion*, thèse de géographie, Université de Bordeaux, 1958 ; Guy Lasserre, *La Guadeloupe, étude géographique*, thèse de géographie, Université de Bordeaux, 1961.

¹⁸ L'ancêtre de l'Institut de recherche pour le développement.

¹⁹ Parmi une bibliographie pléthorique, Jean Hurault, *Les noirs réfugiés Bonis*, Dakar, Institut fondamental de l'Afrique noire, 1961 ; *La vie matérielle des noirs réfugiés Bonis et des indiens Wayana du Haut Maroni. Agriculture, économie et habitat*, Paris, ORSTOM, 1965 ; *Les Indiens Wayana de la Guyane française : structure sociale et coutume familiale*, Paris, ORSTOM, 1968.

²⁰ Michel Leiris, *Contacts de civilisation en Guadeloupe et en Martinique*, Paris, Gallimard et UNESCO, 1987 [1955].

²¹ Frederick Cooper, *Colonialism in Question. Theory, Knowledge, History*, Berkeley, University of California, 2005, trad. de l'anglais par Christian Jeanmougin, Paris, Payot, 2010, p. 66-67.

²² Jean Benoist, *Les Martiniquais, anthropologie d'une population métissée*, Paris, Masson, 1964 ; Roger Bastide, *Les Amériques Noires. Les civilisations africaines dans le Nouveau Monde*, Paris, L'Harmattan, 1996 [1967] ; Françoise Grenand et Pierre Grenand, « Les Amérindiens de Guyane française aujourd'hui. Éléments de compréhension », *Journal de la Société des Américanistes*, tome LXVI, n° 1, 1979, p. 361-382 ; Jean-Luc Bonniol, *Terre-de-Haut des Saintes. Contraintes insulaires et particularisme ethnique dans la Caraïbe*, Paris, Éditions Caribéennes, 1980 ; Marie-José Jolivet, *La question créole. Essai de sociologie sur la Guyane française*, Paris, ORSTOM, 1982 ; Francis Affergan, *Anthropologie à la Martinique*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1983 ; Bernard Cherubini, *Cayenne, ville créole et polyethnique*, Paris, Karthala, 1988 ; Éliane Wolf, *Quartiers de vie. Approche ethnologique des populations défavorisées de l'île de la Réunion*, Saint-Denis, Université de La Réunion-L'Harmattan, 1989.

²³ Alain-Philippe Blérald, *Histoire économique de la Guadeloupe et de la Martinique du XVIII^e siècle à nos jours*, Paris, Karthala, 1986 ; *Id.*, *La question nationale en Guadeloupe et en Martinique. Essai sur l'histoire politique*, Paris, L'Harmattan, 1988.

²⁴ Justin Daniel, *Administration locale et clientélisme : le cas de la Martinique*, thèse de science politique sous la direction de Pierre Birnbaum, Université Paris 1, 1983 ; Fred Constant, *Pouvoirs et institutions à*

Un premier constat peut être dressé. Pendant longtemps, l'histoire des outre-mer s'est écrite sans les historiens professionnels.

Construire une historiographie (des années 1960 aux années 1990)

La lente affirmation d'une histoire scientifique des territoires ultramarins départementalisés s'explique également par la concurrence que lui oppose, dans le contexte des luttes de décolonisation et d'affirmation du Tiers Monde, une histoire militante appliquant à ces espaces les thèses marxistes. Communistes engagés dans la voie du nationalisme, ces « historiens militants » se rencontrent souvent dans le milieu scolaire. En Martinique, Armand Nicolas et Édouard de Lépine promeuvent ainsi des événements comme l'insurrection du sud de l'île en 1870 ou la marche des ouvriers agricoles du 11 février 1935 en moments fondateurs d'une identité nationale²⁵. Outre les organes de presse partisans, *Esprit*, *Les Temps modernes* et *Présence africaine* forment les tribunes qui donnent une audience à ces travaux²⁶. Cette forme d'écriture d'une histoire militante en dehors des cadres universitaires demeure une constante du paysage historiographique local.

Il faut dire que la formation d'une communauté d'historiens professionnels ne s'effectue qu'à la mesure du lent et conflictuel développement d'universités de plein exercice dans les Dom²⁷. L'histoire de cette structuration ultramarine d'un enseignement supérieur, qui connaît un récent bouleversement avec la naissance en 2015 de l'université de Guyane, reste à écrire. Ce n'est qu'en 1964 que l'offre académique, jusqu'alors limitée aux études juridiques, s'élargit avec l'implantation d'un Centre d'enseignement supérieur littéraire (CESL) à Pointe-à-Pitre et à Saint-Denis de La Réunion²⁸. Mais leur activité est perturbée par les problèmes récurrents que posent l'acquisition de locaux et le recrutement de titulaires. En outre, les enseignements proposés ne dépassent pas le niveau du premier cycle. Enfin, rattachés aux universités de Bordeaux et d'Aix-Marseille, ces centres universitaires ne disposent pas d'autonomie.

Les Antilles sont le premier espace à dépasser ces contraintes. Agrégé d'histoire, Jacques Adélaïde-Merlande, le premier directeur du CESL puis, entre 1972 et 1977, de

la Martinique. Essai de sociologie politique, thèse de science politique sous la direction de Jean Benoist, Université Aix-Marseille III, 1985 ; Fred Reno, *L'exportation de modèles d'administration opposés : le cas de la Barbade et de la Martinique*, thèse de science politique sous la direction de Pierre Birnbaum, Université Panthéon-Sorbonne, 1987 ; Jean-Claude William, *Compère Lapin et compère Mulet : métissage et comportements sociopolitiques à la Martinique*, thèse de science politique sous la direction de Lucien Sfez, Université Paris 9, 1988.

²⁵ Armand Nicolas, *L'insurrection du Sud à la Martinique (septembre 1870)*, Fort-de-France, Imprimerie populaire, 1970 ; Édouard de Lépine, *La crise de février 1935 à la Martinique. Contribution à l'histoire du mouvement ouvrier martiniquais*, Paris, L'Harmattan, 1980.

²⁶ Daniel Guérin, *Les Antilles décolonisées*, Paris, Présence Africaine, 1956 ; « Antilles-Guyane », *Présence africaine. Revue culturelle du monde noir*, n° 43, 1962 ; « Les Antilles avant qu'il ne soit trop tard », *Esprit*, n°305, avril 1962 ; Alain Plénel, « Libération nationale et assimilation à la Martinique et à la Guadeloupe », *Les Temps Modernes*, tome 1, n° 205, juin 1963, p. 2197-2234.

²⁷ À propos du tardif et du faible développement des universités dans l'Empire colonial français, voir Pierre Singaravélou, « L'enseignement supérieur colonial. Un état des lieux », *Histoire de l'éducation*, n° 122-2, 2009, p. 71-92 ; et « Enseignement supérieur et universités dans les espaces coloniaux » (dir. Hélène Charton et Marc Michel), *Outre-mers. Revue d'histoire*, tome 105, n° 394-395, 2017.

²⁸ De même, s'ouvre à Saint-Denis de La Réunion et à Fort-de-France un Centre d'enseignement supérieur scientifique.

l'ensemble qui préfigure l'Université des Antilles-Guyane (UAG) créée en 1982²⁹, joue en ce domaine un rôle déterminant. On lui doit, dès 1964, *Les cahiers du Centre d'études régionales Antilles-Guyane* qui offrent des opportunités de publications académiques. En 1973, Jacques Adélaïde-Merlande renforce l'embryon de département d'histoire avec le recrutement de Danielle Bégot et de Jean-Luc Bonniol. La première contribue aux recherches sur l'histoire de l'art et du patrimoine local³⁰, le second, à partir de la démarche de l'anthropologie historique, à une meilleure prise en compte des « contraintes insulaires » pour saisir la diversité du monde créole³¹. Enfin, dans le sillage de la traduction en français en 1968 de la thèse de l'historien trinitadien Eric Williams³², Jacques Adélaïde-Merlande organise l'année suivante, avec l'Université des West Indies, le colloque « De l'esclavage à l'Émancipation », qui débouche en 1973 sur la création de l'Association des historiens des Caraïbes. Cette approche régionale connaît une nouvelle dynamique avec le moderniste Lucien Abénon³³. L'institutionnalisation de l'UAG connaît une consécration en 1994 avec la première soutenance dans ses murs d'une thèse d'histoire³⁴.

D'autres éléments se conjuguent pour favoriser la production historique scientifique dans chacun des Dom, à commencer par la structuration de services d'archives départementaux, le développement de maisons d'éditions locales ainsi que l'autonomisation des académies des Antilles-Guyane et de La Réunion décrétée en 1973. Le fonctionnement de ces académies permet la hausse du nombre d'étudiants candidats à un poste d'enseignement dans l'Éducation nationale et stimule la recherche pédagogique puis l'animation de revues historiques par des enseignants. Citons également l'activité éditoriale d'associations de promotion des études historiques locales, à l'image de la Société d'histoire de la Guadeloupe qui, créée en 1963, donne son nom à un bulletin historique reconnu, et de l'Association historique internationale de l'océan Indien qui, dirigée à sa fondation en 1960 par les archivistes de La Réunion et de l'Île de Maurice, publie à compter de 1998 la *Revue historique des Mascareignes*³⁵. Par ailleurs, les échanges académiques avec l'hexagone sont un moteur à ne pas sous-estimer. Entre 1969 et 1985, 23 thèses touchant à l'histoire des Antilles sont soutenues dans les facultés métropolitaines³⁶. Nombre d'historiens antillais et réunionnais sont ainsi formés par des professeurs de l'université d'Aix-

²⁹ Danielle Bégot et Jean-Pierre Sainton, « Jacques Adélaïde-Merlande, un parcours », dans Lucien Abénon, Danielle Bégot et Jean-Pierre Sainton (dir.), *Construire l'histoire antillaise : Mélange offert à Jacques Adélaïde-Merlande*, Paris, Éditions du CTHS, 2002, p. 29-46.

³⁰ Danielle Bégot, *L'image et le monument dans les sociétés créoles antillaises. Haïti, Guadeloupe, Martinique, XVII^e-XX^e siècles : une traversée historique*, mémoire en vue de l'habilitation à diriger des recherches, Université Aix-Marseille 1, 1999.

³¹ Jean-Luc Bonniol, *Terre-de-Haut des Saintes. Contraintes insulaires et particularisme ethnique dans la Caraïbe*, Paris, Éditions Caribéennes, 1980.

³² Eric Williams, *Capitalisme et esclavage*, Paris, Présence Africaine, 1968 [1964].

³³ Lucien Abénon et Nénad Fejic (dir.), *La Caraïbe et son histoire. Ses contacts avec le monde extérieur*, Fort-de-France, Ibis Rouge Éditions, 2001.

³⁴ Léo Ursulet *La destruction de Saint-Pierre (Martinique) en 1902 : antécédents et conséquences socio-économiques et politiques sur la vie de la Martinique*, thèse en histoire, Université des Antilles-Guyane, 1994.

³⁵ Aujourd'hui, la *Revue historique de l'océan Indien*.

³⁶ Danielle Bégot, « Territoires du temps... », art. cit., p. 40.

Marseille, tels Jean-Louis Miège³⁷ et Jean-Luc Bonniol³⁸. Suivant sa longue tradition d'ouverture aux publications ultramarines, la revue de la Société française d'histoire d'outre-mer s'attache pour sa part à mieux faire connaître les travaux de ces chercheurs et des jeunes docteurs³⁹. Agrégé et docteur en histoire, puis inspecteur pédagogique régional d'histoire-géographie à la Martinique et en Guyane, Léo Élisabeth livre, par exemple, soixante-seize contributions entre 1972 et 2013. Signalons enfin une littérature anglophone qui permet très tôt d'enrichir les questionnements sur le marronnage, le régime de Vichy et la départementalisation⁴⁰.

Un deuxième constat majeur doit être établi. L'historiographie des Dom ne peut se comprendre sans prendre en compte les conditions tardives de sa fondation. Publiée en 1996, l'unique synthèse grand public sur l'histoire des Dom est ainsi écrite par Robert Deville et Nicolas Georges, des hauts fonctionnaires. Ces derniers ont le mérite de reconnaître leur dette envers Jacques Adélaïde-Merlande et les travaux des jeunes historiens Serge Mam Lam Fouck (Guyane) et Prosper Ève (La Réunion)⁴¹.

Visibilité accrue d'une histoire renouvelée depuis les années 1990.

Trois principaux domaines de recherche ont émergé au cours de cette phase de construction historiographique qui, à partir de la fin des années 1990, acquièrent une visibilité nationale.

Au premier rang de ceux-ci, figurent les études sur la traite négrière et l'esclavage. Entre 1995 et 2005, pas moins de soixante-dix thèses sont soutenues sur ces questions. Il faut y ajouter plus d'une dizaine de colloques et une quarantaine d'ouvrages⁴². Le réveil de la mémoire de la traite et de l'esclavage, qui se manifeste de façon spectaculaire le 23 mai 1998 par la mobilisation de 40 000 « Domiens » à Paris, à

³⁷ Sudel Fuma, *Mutations économiques et sociologiques d'une île à sucre : La Réunion au XIX^e siècle*, thèse en histoire, Université de Provence, 1987 ; Monique Sainte-Rose, *La Réunion 1946-1983, de la départementalisation à la régionalisation*, thèse en histoire, Université de Provence, 1987 ; Prosper Ève, *Le syndicalisme à La Réunion*, thèse en histoire, Université de Provence, 1989 ; Edmond Maestri, *Mythes et réalités ferroviaires de l'Afrique intertropicale française des années 1880 aux années 1930*, thèse en histoire, Université Aix-Marseille 1, 1991.

³⁸ Jean-Pierre Sainton, *Les nègres en politique : couleur, identités et stratégies de pouvoir en Guadeloupe au tournant du siècle*, thèse en histoire, Université de Provence, 1997 ; Jacques Dumont, *Sport et assimilation : les enjeux du corps performant à la Guadeloupe, de la colonie au département (1914-1945)*, thèse en histoire, Université des Antilles-Guyane, 1999.

³⁹ Hubert Bonin, Bernard Droz et Josette Rivallain (dir.), *Cent ans d'histoire des outre-mer, SFHOM, 1912-2012*, Paris, Publications de la SFHOM, 2013.

⁴⁰ André Baptiste Fitzroy, « The Anti-Vichyste Movement in French Guiana. June to December 1940 », *Social and Economic Studies*, 1977, n° 3, p. 294-307 ; Richard Burton, « Vichysme et Vichystes à la Martinique », *Les cahiers du CERAG*, n° 34, 1978, p. 1-101 ; Richard Price (eds.), *Maroon Societies : Rebel Slave Communities in the Americas* [1973], Baltimore, Johns Hopkins University Press, 1979 ; Kenneth Bilby, *The Remaking of the Aluku. Culture, Politics, and Maroon Identity in French South America*, Ph.D. diss., John Hopkins University, 1990 ; Robert Aldrich and John Connell, *France's Overseas Frontier. Départements et territoires d'outre-mer*, Cambridge, Cambridge University Press, 1992 ; Eric Jennings, *Vichy in the Tropics. Pétain's National Revolution in Madagascar, Guadeloupe, and Indochina, 1940-1944*, Stanford, Stanford University Press, 2001, trad. de l'anglais par Eric Jennings, *Vichy sous les tropiques. La Révolution nationale à Madagascar, en Guadeloupe, en Indochine 1940-1944*, Paris, Grasset, 2004.

⁴¹ Robert Deville et Nicolas Georges, *Les départements d'outre-mer. L'autre décolonisation*, Paris, Gallimard, 1996.

⁴² Myriam Cottias, « Et si l'esclavage colonial faisait histoire nationale ? », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, tome 52, n° 4 bis/5, 2005, p. 61.

l'occasion des commémorations des abolitions de 1794 et 1848, favorise un regain de dynamisme. La loi Taubira du 10 mai 2001 – qualifiant l'esclavage et la traite négrière de crimes contre l'humanité – institue en effet un Comité pour la mémoire de l'esclavage auprès du ministre de l'Outre-mer⁴³. Myriam Cottias, Marcel Dorigny, Éric Mesnard, Frédéric Régent et Françoise Vergès sont quelques-unes des figures qui parviennent à l'imposer comme un pôle majeur de recherche, aux côtés du Centre international de recherches sur les esclavages et les post-esclavages, laboratoire universitaire créé en 2008, aujourd'hui unité de recherche du Centre national de la recherche scientifique. Cette publicisation de la « question noire⁴⁴ » donne une impulsion décisive à la diversification des travaux qui, parfois, s'accompagne de polémiques virulentes dans l'espace public, comme en 2005 avec l'« affaire » consécutive à l'ouvrage d'Olivier Pétré-Grenouilleau et, dix ans plus tard, l'affaire dite Niort⁴⁵. Sont ainsi repensés les situations d'esclavage sur la longue durée⁴⁶, leurs interactions avec les processus révolutionnaires⁴⁷ et les réalités sociales de l'engagisme⁴⁸. Sont désormais explorés les enjeux de la mémoire de la condition servile et des demandes de réparations⁴⁹. Lancée à l'automne 2019, la revue pluridisciplinaire et multilingue *Esclavages & Post-esclavages* offre, à cet égard, un espace de publication inédit à l'ensemble de ces questions. Notons enfin que, ces dernières années, les pouvoirs publics ont favorisé cette institutionnalisation, au-delà du monde universitaire, avec la création du Mémorial ACTe en Guadeloupe en 2015 ou encore celle, en 2019, d'une Fondation, reconnue d'utilité publique, pour la mémoire de l'esclavage, inspirée par le précédent de la Fondation pour la mémoire de la Shoah. L'engouement pour les *Postcolonial Studies*⁵⁰ alimente un deuxième domaine de recherche qui range les Dom dans la catégorie des postcolonies, refusant de considérer leur changement de statut comme une rupture⁵¹. Dans ce courant qui se veut critique, Françoise Vergès aborde dès la fin des années 1990 la question de la construction sociale du « métis » à La Réunion et de sa place dans la société coloniale⁵². Aujourd'hui, ses travaux recourent plus à la pensée décoloniale fondée sur la notion de colonialité du pouvoir du sociologue péruvien Anibal Quijano. Fondé sur l'analyse des pratiques

⁴³ Devenu en 2013 le Comité national pour la mémoire et l'histoire de l'esclavage (CNMHE).

⁴⁴ Myriam Cottias, *La question noire. Histoire d'une construction coloniale*, Paris, Bayard, 2007 ; Pap Ndiaye, *La condition noire. Essai sur une minorité française*, Paris, Calmann-Lévy, 2008.

⁴⁵ Dans les deux cas, des associations mémorielles antillaises accusent les historiens de révisionnisme, en ce qu'ils ne se conformeraient pas à la loi Taubira. Olivier Pétré-Grenouilleau, *Les traites négrières. Essai d'histoire globale*, Paris, Gallimard, 2004 ; Jean-François Niort, *Esclavage, traite et autres formes d'asservissement et d'exploitation. Du Code noir à nos jours*, Paris, Dalloz, 2018.

⁴⁶ Frédéric Régent, *La France et ses esclaves, de la colonisation aux abolitions, 1620-1848*, Paris, Grasset, 2007.

⁴⁷ Laurent Dubois, *Les esclaves de la République: L'histoire oubliée de la première émancipation 1789–1794*, trad. de l'anglais par Jean-François Chaix, Paris, Calmann-Lévy, 1998 ; Manuel Covo, *Commerce et révolutions dans l'espace atlantique. États-Unis-Saint-Domingue. 1784-1806*, thèse en histoire sous la direction de François Weil, EHESS, 2013.

⁴⁸ Céline Flory, *De l'esclavage à la liberté forcée. Histoire des travailleurs africains engagés dans la Caraïbe française du XIX^e siècle*, Paris, Karthala, 2015.

⁴⁹ Christine Chivallon, *L'esclavage, du souvenir à la mémoire : Contribution à une anthropologie de la Caraïbe*, Paris, Karthala, 2012 ; Magali Bessone, « Les réparations au titre de l'esclavage colonial : l'impossible paradigme judiciaire », *Droit et société*, n° 102-2, 2019, p. 357-377.

⁵⁰ Emmanuelle Sibeud, « Post-Colonial et Colonial Studies : enjeux et débats », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, tome 51, n° 4 bis, 2004, p. 87-95.

⁵¹ Pascal Blanchard, Nicolas Bancel et Françoise Vergès, *La République coloniale. Essai sur une utopie*, Paris, Albin Michel, 2003.

⁵² Françoise Vergès, *Monster and Revolutionaries. Colonial Family, Romance and Métissage*, Durham, Duke University Press, 1999.

opérées entre 1969 et 1971 par une clinique privée, son dernier ouvrage conclut à une « gestion racialisée » du « ventre des femmes » réunionnaises qui a été très discutée⁵³. Les politistes semblent particulièrement enclins à puiser dans ces théories et celles des *Gender Studies* pour repenser l'histoire des femmes noires ultramarines en situation coloniale et post-coloniale⁵⁴. Mais les historiennes qui mobilisent la catégorie du genre participent aussi à ce renouvellement en explorant des problématiques aussi diverses que celles de la présence noire dans le Paris de l'entre-deux-guerres, de l'extension du suffrage universel aux femmes en 1944 ou des politiques familiales⁵⁵.

Ces réflexions sur les formes de racialisation subies ou revendiquées et sur les usages sociaux de la notion de race, entendue au sens de fait social, contribuent au renouveau de l'histoire sociale et politique des Dom. Pour ce faire, une série de travaux pionniers, menés à partir des années 1980, a d'abord posé les cadres chronologiques et institutionnels⁵⁶ et éclairé les spécificités du religieux⁵⁷. Par la suite, les recherches ont interrogé le caractère faussement décolonisateur de la départementalisation et les crises violentes et multiformes qui résultent d'une désaffection prononcée de cette voie de sortie du colonial à partir des années 1950⁵⁸. Dans le sillage du foisonnant renouvellement des études coloniales et impériales⁵⁹, les enquêtes prêtent aujourd'hui une attention plus soutenue à la participation des Créoles à l'entreprise coloniale⁶⁰, à

⁵³ *Id.*, *Le Ventre des femmes. Capitalisme, racialisation, féminisme*, Paris, Albin Michel, 2017. L'auteure décrit comment, dans les années 1960-1970, la puissance publique encourage l'avortement et la contraception à La Réunion alors même qu'il les interdit et les criminalise dans l'hexagone. Cependant, l'analyse et les généralisations qui en résultent reposent surtout sur l'exploitation d'articles parus dans le journal du parti communiste réunionnais. Voir le compte rendu de Michelle Zancarini-Founel dans *Vingtième siècle. Revue d'histoire*, n° 137-1, 2018, p. 237-236.

⁵⁴ Felix Germain and Silyane Larcher (eds.), *Black French Women and the Struggle for Equality, 1848-2016*, Lincoln, The University of Nebraska Press, 2018 ; Myriam Paris, « *Nous qui versons la vie goutte à goutte.* » *Féminismes et économie reproductive : une sociohistoire du pouvoir colonial à La Réunion*, thèse de doctorat en science politique sous la direction de Frédérique Matonti, Université Paris 1, 2018.

⁵⁵ Jennifer Boittin, *Colonial Metropolis: The Urban Grounds of Anti-imperialism and Feminism in Interwar*, Paris, Lindon & London, University of Nebraska Press, 2010 ; Kristen Stromberg Childers, « Politique familiale aux Antilles en 1946. Études démographiques et stéréotypes raciaux », *Monde(s)*, n° 4-2, 2013, p. 145-158 ; *Id.*, *Seeking Imperialism's Embrace : National Identity, Decolonization, and Assimilation in the French Caribbean*, New York, Oxford University Press, 2016 ; « Le genre dans le monde caribéen », (dir. Clara Palmiste et Michelle Zancarini-Fournel), *Clio. Femmes, Genre, Histoire*, n° 50-2, 2019.

⁵⁶ Serge Mam-Lam-Fouck, *Histoire de la Guyane contemporaine 1940-1982. Les mutations économiques, sociales et politiques*, Paris, Éditions Caribéennes, 1992 ; Prosper Ève, *De la Réunion coloniale au département. La concrétisation d'un désir*, Saint-André, Graphica, 1996 ; Yvan Combeau et Prosper Ève, *La Réunion républicaine. L'avènement de la II^e et de la III^e République à La Réunion 1848-1870*, Le Port, Les deux mondes, 1996.

⁵⁷ Claude Prudhomme, *Histoire religieuse de La Réunion*, Paris, Karthala, 1984 ; Philippe Delisle, *Histoire religieuse des Antilles et de la Guyane française. Des chrétientés sous les tropiques ? 1815-1911*, Paris, Karthala, 2000.

⁵⁸ Gilles Gauvin, *Michel Debré et l'île de La Réunion. Une certaine idée de la plus grande France*, Villeneuve-d'Ascq, Presses du Septentrion, 2006 ; Laurent Jalabert, *La colonisation sans nom. Histoire de la Martinique depuis 1960*, Paris, Les Indes savantes, 2006 ; Jacques Dumont, *L'amère patrie. Histoire des Antilles françaises au XX^e siècle*, Paris, Fayard, 2010.

⁵⁹ Parmi les dossiers les plus récents, « Temporalités du moment colonial » (dir. Camille Lefebvre et M'hamed Oualdi), *Annales. Histoire, sciences sociales*, tome 72, n° 4, 2017 ; « Pratiques ordinaires de l'ordre en Afrique » (dir. Romain Tiquet), *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, n° 140-4, 2018 ; « Le régime de Vichy face aux sociétés coloniales : adaptations et recompositions locales » (dir. Edenz Maurice et Raberh Achi), *Genèses*, n° 119-2, 2020.

⁶⁰ Véronique Hélenon, *French Caribbeans in Africa: Diasporic Connections and Colonial Administration, 1880-1939*, Basingstoke, Palgrave MacMillan, 2011.

la dimension spatiale des phénomènes sociaux et politiques étudiés⁶¹, aux modalités de la transition du statut de colonie à celui de département, en remettant souvent en cause la pertinence de l'année 1946, et à l'articulation entre histoire ultramarine et histoire nationale ou internationale⁶². La structuration d'un champ d'études sur les bagnes de la Guyane représente un des acquis historiographiques les plus significatifs de ce nouveau regard porté sur l'histoire sociale et politique des Dom⁶³.

Le dialogue avec les autres sciences sociales visant à reconsidérer les héritages contemporains du moment colonial⁶⁴ ou les marges de manœuvre des sociétés locales⁶⁵ témoigne également de cette dynamique. La publication récente d'ouvrages collectifs centrés sur la comparaison entre les différentes puissances post-coloniales européennes de l'aire caribéenne⁶⁶ et celle de dossiers privilégiant une démarche pluridisciplinaire⁶⁷ attestent, pour leur part, de la visibilité accrue de la recherche sur les outre-mer français.

⁶¹ Jean Moomou, *Les marrons Boni de Guyane. Lutttes et survie en logique colonial (1712-1780)*, Matoury, Ibis Rouge Éditions, 2013 ; Gérard Thabouillot, *Le territoire de l'Inini 1930-1969*, Matoury, Ibis Rouge Éditions, 2016.

⁶² Pierre-Éric Fageol, « Le sentiment d'appartenance et de représentation nationale à La Réunion (années 1880-1950) », thèse en histoire sous la direction d'Yvan Combeau, Université de La Réunion, 2013 ; Edenz Maurice, *Les enseignants et la politisation de la Guyane (1946-1970). L'émergence de la gauche guyanaise*, Matoury, Ibis Rouge Éditions, 2014 ; Maël Lavenaire, *Décolonisation et changement social aux Antilles françaises. De l'assimilation à la "Départementalisation" : socio-histoire d'une construction paradoxale (1946-1961)*, thèse en histoire sous la direction de Jean-Pierre Sainton, Université des Antilles, 2017 ; Sylvain Mary, *Les Antilles, de la colonie au département. Enjeux, stratégies et échelles de l'action de l'État (1944-début des années 1980)*, thèse en histoire sous la direction d'Olivier Forcade, Sorbonne Université, 2018 ; Edenz Maurice, *Faire l'École dans une « vieille colonie » : un État colonial aux prises avec le monde scolaire de la Guyane française (de 1928 au début des années 1950)*, thèse en histoire sous la direction de Romain Bertrand, IEP de Paris, 2018 ; Sylvain Pattieu, « Migrants citoyens, migrants vacanciers. Les voyages-vacances du BUMIDOM, 1965-1980 », *Genèses*, n° 111-2, 2018, p. 70-91.

⁶³ Miranda Frances Spieler, *Empire and Underworld. Captivity in French Guiana*, Cambridge, Harvard University Press, 2012 ; Jean-Lucien Sanchez, *À perpétuité. Relégués au bague de Guyane*, Paris, Vendémiaire, 2013 ; Marine Coquet, *La ville et le bague. Histoire d'une commune pénitentiaire en terre coloniale : Saint-Laurent-du-Maroni, Guyane, 1857-1949*, thèse en histoire sous la direction d'Isabelle Merle, EHESS, 2016 ; Michel Pierre, *Le temps des bagnes 1748-1953*, Paris, Tallandier, 2017.

⁶⁴ Ary Gordien, *Nationalisme, race et ethnicité en Guadeloupe : constructions identitaires ambivalentes en situation de dépendance*, thèse de doctorat en anthropologie sous la direction de Francis Affergan, Université Paris Descartes, 2015 ; Audrey Célestine, *La fabrique des identités. L'encadrement politique des minorités caribéennes à Paris et New York*, Paris, Karthala, 2018 ; Pierre Odin, *Pwofitasyon. Lutttes syndicales et anticolonialisme en Guadeloupe et en Martinique*, Paris, La Découverte, 2019 ; Marine Haddad, « La fabrique du stigmat. Le cas des personnes originaires des Dom », *La Vie des idées*, 22 octobre 2019. ISSN : 2105-3030. URL : <https://laviedesidees.fr/Haddad-Marine-La-fabrique-du-stigmat.html> [lien consulté le 02/03/2020].

⁶⁵ Gérard Collomb et Félix Tiouka, *Na'na Kali'na. Une histoire des Kali'na en Guyane*, Matoury, Ibis Rouge, 2000 ; Stéphanie Guyon, « Du gouvernement colonial à la politique racialisée. Sociologie historique de la formation d'un espace politique local (1949-2008). St-Laurent du Maroni, Guyane », thèse en science politique sous la direction de Frédéric Matonti, Université Paris 1, 2010 ; Silyane Larcher, *L'autre citoyen*, Paris, Armand Colin, 2014 ; Sylvie Humbert et Yerri Urban (dir.), *Justices en Guyane. À l'ombre du droit*, Paris, La Documentation française, 2016.

⁶⁶ Rosemarijn Hoefte, Peter Clegg and Matthew Louis Bishop (eds), *Post-Colonial Trajectories in the Caribbean: The Three Guianas*, London, Routledge, 2017 ; Sébastien Chauvin, Peter Clegg and Bruno Cousin (eds), *Euro-Caribbean Societies in the 21st Century : Offshore Finance, Local Elites and Contentious Politics*, New York, Routledge, 2018.

⁶⁷ « Les Territoires de l'histoire antillaise » (dir. Benoît Bérard, Jean-Pierre Sainton et Jacques Dumont), *Outre-mers. Revue d'histoire*, tome 100, n° 378-379, 2013 ; « Outre-mers indigènes » (dir. Benoît Trépiéd et Stéphanie Guyon), *Genèses*, n° 91-2, 2013 ; « Les Outre-mer français. Regards ethnographiques sur une catégorie politique » (dir. Élise Lemerrier, Valelia Muni Toke et Élise Palomares), *Terrains et travaux*, n° 24-1, 2014 ; « L'État Outre-mer » (dir. Audrey Célestine, Stéphanie Guyon et Violaine Girard), *Politix*,

Les acquis de ce renouvellement des questionnements se lisent particulièrement dans les travaux de Jean-Pierre Sainton. Dans son mémoire d'habilitation à diriger des recherches, l'historien articule une étude des cultures politiques en Guadeloupe et en Martinique de 1943 à 1967 à une réflexion de nature socio-anthropologique qui pointe le basculement fulgurant de la société antillaise de « l'habitation tardive », héritée de la période post-esclavagiste, vers le modèle inédit d'une société urbaine, mobile et consommatrice. Revue à la lumière d'une approche croisée, son histoire de la « décolonisation improbable » des Antilles permet de revisiter et d'enrichir des pans entiers de la période dite des Trente Glorieuses et de la guerre froide. Il montre ainsi à quel point les sociétés antillaises subissent l'influence de facteurs exogènes, tels que la priorité accordée à la reconstruction dans l'hexagone et le coût des guerres de décolonisation, qui pèsent sur le rythme des changements sur place⁶⁸.

L'insertion manifeste des Dom dans le paysage académique résulte enfin de la publication d'outils de recherche bibliographiques et d'un accès facilité aux archives⁶⁹. Depuis 1996, des inventaires exhaustifs de fonds d'archives publiques sont à la disposition du chercheur⁷⁰. Parmi ces fonds, celui du secrétariat général de l'Élysée aux Affaires africaines et malgaches, communément appelé fonds Foccart, présente un intérêt particulier au regard du parcours de l'intéressé, continûment responsable du dossier des Dom pour le compte du gaullisme de 1947 à 1974⁷¹. Riche d'environ deux-cent-cinquante cotes d'archives au sujet des Dom, il permet à la fois de s'immiscer dans les réseaux relationnels du conseiller gaulliste, à travers l'étude de sa correspondance avec les notables ultramarins, et de mettre au jour les logiques institutionnelles de prise de décision au plus haut niveau de l'État, notamment dans le cadre des conseils restreints pour les Dom, pratique de gouvernement en plein développement au début de la présidence gaullienne dans les « domaines réservés » du chef de l'État. À travers la figure de Jacques Foccart se mesure l'emprise du sommet de l'exécutif sur le dossier des Dom. Les archives de surveillance constituent un autre matériau pertinent et abondant du fait de l'existence, entre 1959 et 2008, d'un dispositif de renseignement propre et spécifique au ministère des Outre-mer, confié à des militaires agissant à Paris au sein d'une Section d'études et de recherches (SER) et localement au sein de Bureau d'études (BE) intégrés aux cabinets des préfets⁷². Elles laissent entrevoir des

tome 29, n° 116, 2016 ; « Justices ultramarines » (dir. Natacha Gagné, Stéphanie Guyon et Benoît Trépiéd), *Ethnologie française*, tome XLVIII, n° 1, 2018.

⁶⁸ Jean-Pierre Sainton, *La décolonisation improbable. Cultures politiques et conjonctures en Guadeloupe et en Martinique (1943-1967)*, Pointe-à-Pitre, Jasor éditions, 2012.

⁶⁹ Laurent Jalabert, « Les sources de l'histoire de l'Outre-mer sous la V^e République : abondance et diversité pour une histoire en construction », *Outre-mers. Revue d'histoire*, tome 94, n° 354-355, 2007, p. 285-302 ; Danièle Bégot (dir.), *Guide de la recherche en histoire antillaise et guyanaise*, 2 tomes, Paris, CTHS, 2012.

⁷⁰ *État des versements d'archives effectués par le ministère de l'Outre-mer aux Archives nationales (1941-1994)*, Paris, Archives nationales, 1996 ; *Archives de la présidence de la République. Secrétariat général aux Affaires africaines et malgaches. Répertoire numérique détaillé*, Paris, Archives nationales, 2015.

⁷¹ Sylvain Mary, *Le gaullisme d'opposition aux Antilles et en Guyane. Le RPF sous l'œil de Jacques Foccart*, Paris, L'Harmattan, 2013 ; *Id.*, « Politique de l'urgence contre la décolonisation. Jacques Foccart, conseiller présidentiel pour les DOM (1958-1974) », dans Jean-Pierre Bat, Olivier Forcade et Sylvain Mary (dir.), *Jacques Foccart : archives ouvertes. La politique, L'Afrique et le monde (1958-1974)*, Paris, PUPS, 2017, p. 239-254.

⁷² Pour une présentation de ce dispositif de renseignement et des fonds d'archives qui en sont issus, voir : Sylvain Mary, « De l'empire colonial aux "confettis de l'Empire" : la Rue Oudinot et le renseignement ultramarin (1937-2008) », dans Olivier Forcade et Sébastien-Yves Laurent (dir.), *Dans le secret du pouvoir. L'approche française du renseignement (XVII^e – XXI^e siècle)*, Paris, Nouveau Monde éditions, 2019, p. 473-490.

perspectives de recherche au croisement de l'histoire politique et des relations internationales contribuant à enrichir les études sur la guerre froide.

L'ouverture de nombreux fonds a été encouragée par les pouvoirs publics dans le cadre de commissions d'information et de recherche historique nommées par le ministère des Outre-mer⁷³, lesquelles constituent une nouveauté puisque jusqu'ici ce type de commissions n'avait concerné que la période de la Seconde Guerre mondiale⁷⁴. En réponse à des demandes de réparations, les enquêtes menées dans ce cadre institutionnel ont favorisé la médiatisation d'épisodes tragiques de l'histoire des Dom, comme « l'affaire des enfants réunionnais de la Creuse », la mort du député autonomiste guyanais Justin Catayée en 1962 ou le « massacre de mai 1967 » en Guadeloupe. Dans ce dernier cas, la nomination d'une commission d'historiens a été précisément le fruit d'un engagement pris par l'État, après le vaste mouvement social qui a parcouru les Dom en 2009, destiné à prendre en compte une demande sociale exprimée par des groupes mémoriels, de tendance indépendantiste, situant la répression de ces événements dans une histoire de longue durée des violences coloniales.

Enfin, hors de l'hexagone, les Archives départementales ou territoriales conservent des sources précieuses et régulièrement enrichies par les versements de l'État. Par exemple, la documentation sur l'océan Indien s'est considérablement étoffée avec l'ouverture en 2011 d'une iconothèque à Mayotte. En 2018, les Archives de La Réunion ont collecté 102 pans de délimitation des « 50 pas géométriques » établis depuis 1859. Singularité des littoraux ultramarins, les « 50 pas géométriques » correspondent « à une bande littorale de terrain comptée à partir de la limite des hautes mers » pour déterminer un domaine public maritime inaliénable⁷⁵. Ils se révèlent indispensables pour étudier les accommodements de l'État afin de céder des concessions au département et aux particuliers⁷⁶. Ils permettent d'appréhender les littoraux ultramarins sur le modèle des Observatoires hommes-milieux du CNRS qui analysent les interactions entre environnement et société dans des espaces soumis à des perturbations importantes⁷⁷. En Guyane, la récente nomination de Georges Rech à la tête des Archives territoriales et le transfert de celles-ci vers la Maison des Cultures et des Mémoires de la Guyane au cours de l'année 2020 ont permis d'entreprendre d'importants efforts en termes de numérisation d'archives, de mise à jour d'inventaires en ligne et d'organisation de manifestations scientifiques.

⁷³ *Commission temporaire d'information et de recherche historique sur les événements de décembre 1959 en Martinique, de juin 1962 en Guadeloupe et en Guyane, et de mai 1967 en Guadeloupe*, Paris, La Documentation française [en ligne], novembre 2016 [<https://www.vie-publique.fr/sites/default/files/rapport/pdf/164000717.pdf>], lien consulté le 27/01/2020 ; *Commission temporaire d'information et de recherche historique sur l'étude de la transplantation de mineurs de La Réunion en France hexagonale (1962-1984)*, Paris, La Documentation française [en ligne], 2018 [<https://www.vie-publique.fr/sites/default/files/rapport/pdf/184000184.pdf>], lien consulté le 27/01/2020].

⁷⁴ René Rémond (dir.), *Paul Touvier et l'Église*, Paris, Fayard, 1992 ; *Le fichier juif. Rapport de la commission présidée par René Rémond*, Plon, Paris, 1996 ; *Mission d'étude sur la spoliation des Juifs de France*, Paris, La Documentation française, 2000.

⁷⁵ Judith Klein, « Domaine public, réserve domaniale dite des "50 pas géométriques" : entre la France et l'outre-mer, quelles différences ? », *Géoconfluences* [en ligne], 1 décembre 2003. URL : <http://geoconfluences.ens-lyon.fr/doc/typespace/littoral1/LittorDoc2.htm>

⁷⁶ *Des Archives en France. L'activité des services d'archives 2018*, Paris, Service Interministériel des Archives de France [en ligne], p. 11 et 32. URL : https://francearchives.fr/article/37979#h_753958162161572876330494 [lien consulté le 27/01/2020]

⁷⁷ Pascal Saffache, Monique Milia-Marie-Luce, Lindsey Monpelat, « Habiter le littoral en Martinique : enjeux géographiques et connaissances historiques des interactions entre les hommes et leurs milieux », *Historiens et géographes*, n° 445, février 2019, p. 115-126.

Une Histoire « sans historiens », « mutique » ou encore « périphérique » ? Autant de formules aujourd'hui dépassées pour décrire l'état de la recherche sur les outre-mer. Bien ancrée dans les sciences sociales, cette histoire avance désormais à bon train. L'abondance des archives étatiques mobilisables dessine des perspectives de recherche aussi transversales et diverses que les domaines d'action de l'Administration – interministérielle par essence – des outre-mer. Appelé à se développer, le recours à une histoire de l'État, bien articulée au social, n'enferme en rien l'objet dans une approche bureaucratique ou institutionnelle figée. Il offre, au contraire, l'opportunité de l'analyser dans des perspectives globales, attentives aux échelles et aux circulations. Sous bien des aspects, les travaux à venir ont beaucoup à gagner à faire le détour par les outre-mer départementalisés.